

## LA FRAGILITÉ DE L'ÉTAT BURKINABÈ ET LE DÉFI DU DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE

**Relwende GUIGUEMDE**

Centre Universitaire de Manga, Burkina Faso

[grelwende@yahoo.fr](mailto:grelwende@yahoo.fr)

**Résumé :** L'instabilité politique, l'insécurité et la pauvreté ont contribué à fragiliser l'État burkinabè. Toutes choses qui mettent à mal son développement. La fragilité de l'État burkinabè réside dans sa faible capacité de réponse aux besoins de sa population. Face à cette situation et au regard des limites des anciens modèles de développement, il s'avère important de penser une alternative au modèle classique de développement. C'est dans ce sens que s'inscrit l'approche par les capacités et les approches endogènes de développement. L'approche par les capacités se veut une alternative à l'approche par le PIB. Le développement endogène se présente comme une approche intégrée de celui-ci qui prend en considération les différents aspects du développement. Pour remédier aux crises sociopolitiques de façon durable, il est convenable de s'inscrire dans une dynamique participative afin d'impliquer les acteurs locaux à la recherche des solutions appropriées à leurs propres problèmes.

**Mots-clés :** fragilité, État, capacité, développement, endogène

### THE FRAGILITY OF THE BURKINABE STATE AND THE CHALLENGE OF ENDOGENOUS DEVELOPMENT

**Abstract:** Political instability, insecurity and poverty have contributed to weakening the state of Burkina Faso. All things that undermine its development. The fragility of the Burkinabè State lies in its weak capacity to respond to the needs of its population. Faced with this situation and in view of the limits of the old development models, it is important to think of an alternative to the classic development model. It is in this sense that the capability approach and endogenous approaches to development are inscribed. The capabilities approach is an alternative to the GDP approach. Endogenous development is presented as an integrated approach to it which takes into consideration the different aspects of development. To remedy socio-political crises in a sustainable way, it is appropriate to be part of a participatory dynamic in order to involve local actors in the search for appropriate solutions to their own problems.

**Keywords:** fragility, state, capability, development, endogenous

## Introduction

Quelques dizaines d'années après son accession à l'indépendance, le Burkina Faso est toujours classé parmi les pays pauvres. La pauvreté et l'insécurité ont davantage fragilisé ses institutions qui ont de la peine à répondre aux aspirations de sa population. Il existe pourtant des possibilités de libération effective au regard de l'abondance de ses ressources naturelles. Les dynamiques endogènes si elles sont maîtrisées, peuvent favoriser la transition vers la stabilité politique et économique. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre recherche intitulée : la fragilité de l'État burkinabè et le défi du développement endogène. Pour mener à bien cette réflexion il s'avère important de répondre aux questions suivantes : Qu'est-ce qu'un État fragile ? Qu'est-ce qui explique la fragilité de l'État burkinabè ? En quoi les dynamiques endogènes peuvent-elles permettre au pays de sortir de la fragilité ? Notre hypothèse est que les initiatives endogènes si elles sont bien maîtrisées, peuvent permettre au pays de sortir de la pauvreté.

## 1. Analyse de la fragilité de l'État burkinabè

### 1.1 Une démarche méthodologique spécifique à la philosophie sociale

La démarche méthodologique que nous utilisons ici est celle de la philosophie sociale. Il s'agit d'une démarche qui est à la fois descriptive et normative. La philosophie sociale est tantôt confondue à la philosophie politique, tantôt à la sociologie. Axel Honneth veut sauver un espace propre à la philosophie sociale. La philosophie sociale de laquelle se réclame Honneth est issue de la théorie critique. Avec la théorie critique, on assiste à l'avènement d'une pensée post-hégélienne marquée par une remise en cause de l'État et une critique de la métaphysique traditionnelle. La théorie critique est née également d'un dialogue critique avec le marxisme. L'entreprise de Honneth consiste essentiellement à appréhender ce qui ne va pas dans la société c'est-à-dire ce qu'il appelle les pathologies du social. La pathologie se définit ici en opposition à ce qui est normal. Dans ce cadre, la philosophie sociale se place d'emblée comme une critique de la société, c'est-à-dire une manière de jeter un regard démystificateur sur l'organisation de la société. Il est question de voir comment cette organisation échoue à résoudre les problèmes sociaux. On pourrait considérer Jean-Jacques Rousseau comme l'un des précurseurs de la philosophie sociale en tant qu'il est le philosophe qui, à l'époque moderne, voit déjà une pathologie dans l'évolution sociale. L'intuition de Rousseau se retrouve dans *Le discours sur les arts*. Pour lui, le progrès des sciences et des arts n'a pas entraîné un progrès de la morale. La société moderne développe l'hypocrisie ou la mise en scène. Dans ce contexte, l'homme n'est pas lui-même. Cette intuition de Rousseau l'engage dans une critique du social. Il s'agit précisément pour lui de dire que cette société n'est pas meilleure que l'état de nature. L'apparition de la civilisation coïncide avec l'aliénation de l'homme. L'homme qui était auparavant libre se retrouve parmi les chaînes. Comme on peut le voir, Jean-Jacques Rousseau est un critique de la société en tant que lieu de l'aliénation.

Après Rousseau, c'est paradoxalement Hegel qui est considéré comme précurseur de la philosophie sociale. Hegel qui parle de l'apparition de la misère dans la société moderne, montre comment dans son excès de richesse, la société moderne n'est pas assez

riche pour s'occuper de ses hommes. Hegel est également perçu comme un critique de la société moderne. À la suite de Hegel, c'est au tour de Marx de jeter un regard désabusé sur l'État. Marx élabore la théorie de l'exploitation en opposant deux pôles dans la société : la classe des ouvriers prolétaires d'un côté et celle des bourgeois de l'autre. Chez Karl Marx, il y a une théorie de la transformation de la société par la révolution. Pour mettre un terme à la misère, Marx fait du négatif absolu, le moteur du changement radical. Le marxisme est un moment fort de la philosophie sociale à cause de la valorisation de la classe prolétarienne. L'École de Francfort qui s'inscrit dans une certaine logique marxiste, se propose de critiquer l'aliénation. Pour cette école, le triomphe du capitalisme ne coïncide pas avec le salut de l'humanité. Honneth insiste sur le fait qu'il y a un lien entre l'éthique et la philosophie sociale en tant que celle-ci doit développer l'idée d'une vie réussie. Une vie réussie se reconnaît à ses effets sociaux. Comme le souligne bien Fischbach, l'époque actuelle est marquée par l'affirmation des droits de l'homme et de l'État de droit ; toutefois ce triomphe ne coïncide pas avec le bonheur de l'humanité. Il s'accompagne plutôt d'une manifestation d'autres formes de violences. La globalisation actuelle, entraîne une forme nouvelle de capitalisme qui engendre davantage l'exploitation. Elle a contribué également à affaiblir l'autonomie des États-nations.

### ***1.2 Approche théorique de l'État et de ses missions***

L'État est une organisation sociale et politique constituée d'un ensemble d'institutions dont la mission principale est la protection de ses membres. On reconnaît généralement l'État à travers trois éléments essentiels : l'existence d'un territoire dont les frontières sont internationalement reconnues ; l'existence d'une population identifiable et l'existence d'une autorité ou d'un gouvernement chargé de diriger cet État. Selon M. Weber (1963, p.125) : « Il faut concevoir l'État contemporain comme une communauté humaine qui, dans les limites d'un territoire déterminé, revendique pour son compte le monopole de la violence physique légitime. » Cette violence légitime dont l'État revendique le monopole, se réalise à travers les appareils répressifs et idéologique de celui-ci. Les appareils répressifs de l'État sont généralement constitués des forces militaires et paramilitaires qui assurent la sécurité et la défense de l'État. La violence de l'État s'exerce dans le cadre de la loi qui régule les comportements des citoyens afin de rendre la coexistence possible. La sécurité des personnes et des biens est essentielle pour le développement des affaires et pour l'épanouissement des populations. La protection des personnes et des biens constitue une des missions des États. Cela est possible grâce à la solidité des institutions comme celle des forces de défense et de sécurité mais aussi grâce à l'institution judiciaire. Les sources de légitimité de l'État varient selon le type de régime politique dans lequel on se situe. En tout état de cause l'État a pour mission de créer un espace de sécurité favorable à la coexistence des libertés citoyennes. La légitimité des États démocratiques repose essentiellement sur la volonté populaire. Dans les régimes totalitaires, la légitimité se justifie parfois par des sources transcendantales, théocratiques ou ancestrales.

### 1.3 Qu'est-ce qu'un État fragile ?

Il existe plusieurs approches de la fragilité. Entre autres, nous avons des approches historique, politique, anthropologique et philosophique. Notre approche est celle de la philosophie sociale. Il s'agit de décrire les facteurs explicatifs de la fragilité et de voir les réponses endogènes à cette fragilité. La fragilité étatique peut être appréhendée sous plusieurs angles à savoir politique, économique, social, etc. Au niveau politique, elle se caractérise par la faiblesse et le dysfonctionnement des institutions politiques. Les États fragiles sont proches des États faillis ; leur fragilité s'explique parfois par une longue guerre civile qui a fini par rendre les institutions inefficaces ou dysfonctionnelles. La perte de confiance entre gouvernants et gouvernés s'installe de façon durable occasionnant ainsi une rupture du contrat social. Dans ces conditions les citoyens sont désorientés, et préfèrent confier leur destin ou leur protection à des groupes privés ou à des mercenaires. Ceux-ci profitent de la zone de non-droit pour imposer la leur. Pour le meilleur ou pour le pire les citoyens sont dans ce cercle vicieux marqué par l'insécurité, les famines, la mauvaise gouvernance, etc. La fragilité de l'État réside dans la fragilité de ses institutions qui se traduit par une faible capacité de réponse aux besoins de ses populations. Cette faiblesse se manifeste par une incapacité des infrastructures, des hommes et du dispositif technique. La faiblesse des institutions ouvre aussi la voie à différents types de manipulations et de corruption. Certains pays africains et asiatiques sont confrontés à la fragilité de leur institution. Les causes de la fragilité sont liées entre autres au déficit de la gouvernance politique et sociale consécutif à une mauvaise pratique de la démocratie. Des problèmes de légitimité se posent car les gouvernants sont quelque fois mal élus. La gouvernance économique est aussi affectée par la corruption ou la mauvaise gestion des ressources. L'ensemble des frustrations endurées par la population engendre des contestations qui se traduisent parfois par la violence armée. Les différentes contestations de la légitimité de l'État peuvent fragiliser celui-ci. Ces contestations s'expliquent d'une part, par l'échec de l'État à garantir aux citoyens un espace favorable à une vie agréable. D'autre part, elles peuvent s'expliquer par le mode de désignation des souverains jugés défavorables à certains groupes sociopolitiques. Ces différents types de contestation s'attaquent au type de contrat social auquel les citoyens sont soumis. Étant donné que les problèmes sont de plusieurs ordres politique, religieux, économique ou culturelle, les contestations peuvent également toucher plusieurs aspects de la vie sociale. Au niveau économique la fragilité résulte de la corruption, de l'absence de structure de qualité susceptible d'accompagner les acteurs économiques dans leur élan. Au niveau culturel et religieux certains acteurs manipulent les frustrations religieuses pour augmenter leur influence au dépend des liens sociaux.

Dans les États fragiles, les citoyens sont généralement privés de leurs droits fondamentaux. Les droits politiques et les droits sociaux ne sont pas assurés. On peut illustrer cela par les différents déplacements massifs des populations de leur zone de vie habituelle pour se retrouver dans des camps de réfugiés où ils doivent faire face à différents types de vulnérabilité. Les populations des États fragiles sont de façon récurrente exposées à différentes formes de vulnérabilité. À la pauvreté à laquelle, elles sont exposées s'ajoutent plusieurs types de souffrance. Les besoins de base ne sont pas assurés dans ces

États. De même les différents types de capacités ne sont pas assurées. Selon M. C. Nussbaum (2012) un ordre politique de qualité devrait assurer à la population les capacités suivantes : la vie, la santé du corps, l'intégrité du corps, les sens, l'imagination et la pensée, les émotions, la raison pratique, l'affiliation, les autres espèces, le jeu, le contrôle sur son environnement. Les États fragiles sont incapables de fournir un service sanitaire de qualité ; ils sont incapables de fournir également une éducation de qualité. De même, ils sont incapables de fournir une justice et une sécurité de qualité. Ces États semblent s'enfermer dans un cycle perpétuel de recommencement c'est-à-dire une sorte de cercle vicieux dans lequel, par un effet boomerang chaque problème entraîne le suivant et le cycle recommence. C'est à une telle situation que l'État burkinabè est confronté.

#### ***1.4 La fragilité de l'État burkinabè***

La fragilité de l'État burkinabè s'explique par des causes immédiates et lointaines. Certains aspects de sa crise politique sont liés à des causes lointaines comme la colonisation et le néocolonialisme. La mondialisation a également affaibli certains États-nations car elle a favorisé la naissance de réseaux parallèles aux États. D'un point de vue politique, le Burkina Faso traverse depuis 2014 une instabilité politique résultant de l'insurrection populaire suivi du coup d'État du général Gilbert Diéniéré. Depuis 2015, le pays est entraîné dans un cycle de violence qui a son tour entraîne une vague importante de déplacés internes. Confronté régulièrement à la famine, les acteurs restent incapables de trouver une alternative crédible à même de sortir le pays du cycle vicieux de l'insuffisance des productions. Et pourtant des alternatives de maîtrise de l'eau et de l'énergie existent et nécessitent d'être mis en pratique. Le dysfonctionnement et la faible capacité des institutions ouvrent la brèche à toutes les formes de banditisme et de délinquance. L'instabilité politique, les troubles civils ou conflits armés chroniques ne sont pas favorables au développement. Depuis 2015, le pays fait face à une crise sécuritaire caractérisé par des attaques de groupes armés terroristes. Les multiples attaques et les opérations militaires menées par l'État burkinabè pour contrer ces attaques ont transformés plusieurs zones du pays en zones de combat obligeants les populations locales à fuir ces localités. On assiste à un déplacement massif des populations de ces dites zones vers certaines localités du pays. De ces déplacements internes des populations, résulte une crise humanitaire. Ces déplacés ou réfugiés internes sont exposés à un ensemble de défis lié à l'alimentation, au logement, à la santé, etc. En avril 2022, on enregistre plus de 4000 écoles fermées à cause de l'insécurité affectant plus de 700 000 élèves. À cette même date le nombre de personnes considérées comme déplacées internes atteint 1 500 000. La solution à ces crises nous semble se trouver dans un retour à la gouvernance vertueuse. Cette gouvernance vertueuse devrait permettre au pays d'amorcer son développement.

## **2. Le développement endogène contre la menace de la fragilité étatique**

### ***2.1 Crise des modèles classiques de développement***

Les crises auxquelles les modèles classiques de développement sont confrontés nous amène à réfléchir à de nouvelles approches du développement. Les modèles classiques de développement mettent en avant la croissance économique comme indicateur

de développement. Ces modèles qui ont été promus pendant longtemps par les institutions internationales (Banque mondiale, FMI) associent le développement au PIB et à la croissance économique. Il est question ici du modèle occidental fondé sur la société de consommation et l'économie du marché. Ce modèle n'a pas permis à beaucoup de pays sous-développés d'amorcer le processus de développement. Au contraire il a souvent favorisé l'accroissement des inégalités sociales où la richesse côtoie la pauvreté. Selon M. C. Nussbaum (2012, p.13) « l'accroissement du PIB d'un État n'améliore pas nécessairement la qualité de vie de ses habitants et les rapports sur la prospérité nationale risquent de n'être qu'une piètre consolation pour ceux dont l'existence est marquée par les inégalités et les privations. » Selon cette auteure : « Le but politique pertinent n'est pas simplement de distribuer l'argent, mais de donner aux gens la capacité de fonctionner. L'argent n'est qu'un instrument. » (M. C. Nussbaum 2012 : 85) M.C. Nussbaum critique ces modèles classiques qui semblent réduire le développement à l'accroissement du PIB. C'est dans ce sens qu'il soutient :

Les économistes, les responsables politiques et les administrateurs qui travaillent à résoudre les problèmes des pays les plus pauvres ont longtemps propagé un récit qui dénature l'expérience humaine. Selon les modèles dominants qui sont les leurs, la qualité de vie dans un pays s'améliore si et seulement si le Produit Intérieur Brut (PIB) par tête augmente.

M. C. Nussbaum (2012 :9)

Face aux limites de ce modèle, certains penseurs proposent des approches alternatives. Plusieurs décennies après son accession à l'indépendance, le Burkina Faso est encore confronté à la pauvreté ou au sous-développement. Malgré les multiples programmes de développement déployés depuis lors par les différents dirigeants, le pays n'est pas encore sorti de la pauvreté. Les programmes de développement financés en grande partie par les partenaires étrangers n'ont pas permis au pays de s'élever au rang des pays développés. Ces programmes qui s'inspirent du modèle de développement des pays occidentaux recherchent en général la croissance économique. C'est au regard des difficultés rencontrées dans l'imitation du modèle de développement occidental que des penseurs en appellent à un changement de paradigme.

## ***2.2 Nouvelles approches du développement***

Les nouvelles approches du développement insistent sur le développement des capacités humaines. C'est dans cette logique que s'inscrit l'approche par les capacités développée par Amartya Sen et Martha C. Nussbaum. Cette auteure présente cette approche comme une alternative à l'approche par le PIB. L'approche par le PIB et par la croissance économique cache souvent des inégalités criardes. Ces nouvelles approches promeuvent la justice sociale et l'équité. Pour la formulation de cette approche par les capacités, Amartya Sen s'inspire de John Rawls. John Rawls entend promouvoir une démocratie qui favorise l'égalité des chances. Il formule deux principes de la justice :

Chaque personne doit avoir un droit égal au système le plus étendu de libertés de base égale pour tous qui soit compatible avec le même système pour les autres. 2. Les inégalités sociales doivent être organisées de façon à ce que a) l'on puisse raisonnablement s'attendre à ce qu'elles soient à l'avantage de chacun. b) qu'elles soient attachées à des positions et à des fonctions ouvertes à tous.

J. Rawls (2008 : 69-70)

Ces principes enseignent que les valeurs sociales doivent être réparties de façon égale à moins qu'une répartition inégale de celles-ci soit à l'avantage de chacun. Rawls ambitionne de penser la justice en ces principes. Par cet acte, il entend fonder un nouveau contrat social, contrat qui repose sur l'égalité et l'équité. À travers l'approche par les capacités Amartya Sen considère le développement comme une extension des libertés substantielles de l'individu. Les capacités se réfèrent aux libertés ou aux possibilités de choisir la vie que l'on souhaite mener. Les recherches de Sen ont conduit le PNUD à utiliser un autre indicateur du développement au-delà de la croissance économique à savoir l'indice du développement humain. Selon M. C. Nussbaum :

Il existe désormais un nouveau paradigme théorique dans le monde de la politique du développement. Connu sous le terme d'« approche du développement humain » ou « d'« approche des capacités », il commence par une question toute simple : qu'est-ce que les gens sont réellement capables de faire et d'être ? Qu'elles possibilités leur sont réellement offertes ?

M. C. Nussbaum (2012 :10)

L'approche par les capacités se veut une alternative à l'approche par le PIB, capable d'intégrer ces vertus importantes. « Dans cette approche, la question principale à poser lorsque nous comparons les sociétés pour voir si elles sont fondamentalement décentes et justes est la suivante : « Qu'est-ce que chaque personne est capable de faire et d'être ? » Autrement dit, cette approche considère chaque personne comme une fin. Elle ne s'intéresse pas seulement au bien-être total ou moyen, mais aux possibilités offertes à chaque personne. » (M. C. Nussbaum, 2012 : 37). C'est pour cette raison qu'« il faut comprendre la pauvreté comme un manque de capacités, et pas simplement comme l'absence de certains biens, ni même de revenus et de richesse. La pauvreté consiste en l'absence d'opportunité de types très différents, qui ne sont pas toujours liées au revenu. » (M. C. Nussbaum, 2012 :193-194) Selon M. C. Nussbaum, un ordre politique décent doit garantir à tous les citoyens au moins un seuil de ces dix capacités centrales : la vie, la santé du corps, l'intégrité du corps, les sens, l'imagination et la pensée, les émotions, la raison pratique, l'affiliation, les autres espèces, le jeu, le contrôle sur son environnement. Selon A. Sen toute liberté est un pouvoir de choix offert à son titulaire. Son champ s'élargit lorsque s'accroissent les choix possibles, il se restreint et devient dérisoire lorsque, faute de moyen d'existence, le choix n'est plus qu'entre la misère et la mort lente. C'est pourquoi la question « qu'est-ce que la pauvreté ? » trouve sa réponse dans la formulation suivante :

Manque de ressources, d'éducation, absences de sécurité, de valeurs sociales ou morales. Comme le souligne A. Sen (2000 : 183) « on peut soutenir que la pauvreté n'est pas une question de faible niveau de bien-être mais d'incapacité à édifier son bien-être, en raison, précisément d'un manque de moyens économiques. »

### ***2.3 Les fondements théoriques du développement endogène***

Au regard des difficultés auxquelles les économies locales sont confrontées, il est nécessaire de redéfinir les termes du développement. C'est dans ce contexte que s'inscrit le développement endogène. Le développement endogène intervient dans un contexte caractérisé par les multiples difficultés rencontrées par les petites économies locales. Le développement endogène se présente comme une approche intégrée de celui-ci qui prend en considération les différents aspects du développement. Ce type de développement considéré comme autocentré vise à réduire la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Il cherche à promouvoir les compétences et les ressources locales en vue de la satisfaction des besoins locaux. Contrairement au modèle occidental dans lequel le développement s'évalue en terme quantitatif, le développement endogène s'oriente plutôt vers la satisfaction des besoins locaux. Pour les promoteurs de ce type de développement, il est convenable de mettre l'accent sur les aspects humains. Le développement implique la promotion de l'éducation, de la santé, de la culture, de l'environnement, etc. Il ne se limite pas simplement à la course effrénée vers le profit financier. Comme on peut le constater, le développement endogène se déploie sur un territoire ou une localité bien définie et implique la participation de la communauté locale. C'est dans ce sens que l'on parle de développement local. Ce type de développement s'avère une remise en question de la société de consommation. Le développement est ici considéré comme la capacité à se nourrir, à se vêtir, se soigner, se loger, s'éduquer, etc. La production est orientée vers la satisfaction des besoins internes à la population. Ce type de développement consiste à exploiter les ressources locales de façon rationnelle pour satisfaire les besoins locaux. Il se présente comme une vision intégrée du développement prenant en considération les aspects socioculturel, politique et économique.

Le développement reflète l'identité, la culture et les valeurs locales qu'il entend promouvoir. Joseph Ki-Zerbo est l'un des penseurs qui prône le recours à un autre modèle de développement en l'occurrence le développement endogène. Selon cet historien burkinabè : « l'être humain est multidimensionnel à l'infini. Le réduire aux dimensions arithmétiques de l'indicateur de croissance, du taux d'intérêt ou du cours de la Bourse est un réductionnisme presque criminel » (J. Ki-Zerbo, 2003 : 184). Le développement doit refléter l'identité culturelle des peuples. Selon Françoise Ki-Zerbo : « Le développement vrai et durable est celui que nous concevons nous-mêmes et qui est le produit de nos cultures. Il faut donc se connecter, rester connecté au cœur de l'Afrique, enregistrer les principes sur le disque dur. » (cité in J. Ki-Zerbo, 2008 : 9) L'historien burkinabè parle ici d'un développement autocentré. Pour lui « Le développement, c'est la décision d'avancer par soi-même. On ne développe pas, on se développe. » (J. Ki-Zerbo, 2008 :103) Dans la pratique, il s'agit d'un ensemble d'initiative locale visant à promouvoir les ressources locales.



## ***2.4 Les initiatives locales***

Les réponses endogènes sont constituées d'un ensemble d'initiatives hétérogènes dont la particularité réside dans leur origine locale. Ce sont des initiatives citoyennes caractérisées par la volonté de répondre à la crise multidimensionnelle à laquelle le pays est confronté. Presque tous les pans de la société ont été investis par un ensemble d'initiatives individuelles ou collective visant à apporter des solutions aux différents problèmes auxquels le pays est confronté. Ce sont le plus souvent des groupes de femmes, de jeunes, de vieux, d'enfant qui s'organisent à travers des associations, coopératives, fondations, organisation de la société civile, organisation non-gouvernementale pour mieux faire face à leur destin. Dans ces dernières années, le Burkina Faso a vu naître un ensemble de mouvement de tout ordre dont l'objectif est d'influencer la gouvernance sociale, politique, économique, socioculturelle du pays. L'espace public burkinabé a été suffisamment investi par cet ensemble hétérogène d'initiative. De façon globale ces initiatives s'attaquent aux questions de la pauvreté et du développement, aux maladies, aux droits humains, à la question de l'environnement et de la désertification, à la promotion des valeurs culturelles, à la lutte contre l'insécurité et à la promotion de la sécurité humaine, etc. Dans ce foisonnement d'organisation, on retrouve des organisations villageoises et citadines, formelles ou informelles, ponctuelles ou structurelles, etc.

## ***2.5 Médiation endogène des crises sociopolitiques***

Les sociétés humaines se caractérisent par leur dynamisme se traduisant parfois par des luttes de divers ordres avec des raisons tout autant variées. Les luttes, les rivalités et les conflits sont motivés quelque fois par la volonté de puissance ou de reconnaissance, la défense des intérêts, etc. Les divergences des intérêts et des points de vue conduisent parfois à des conflits ouverts menaçant l'équilibre social. C'est dans ce sens que Jean-Paul Sartre (1943) soutient que le conflit est le sens du vivre-ensemble. Axel Honneth (2010) quant à lui envisage les luttes sociales comme étant des luttes pour la reconnaissance. Pour retrouver l'équilibre et l'harmonie sociale il est convenable de s'inscrire dans une dynamique participative afin d'amener toutes les parties prenantes à la recherche de solutions acceptables par tous. Á défaut de satisfaire les intérêts de tous, il est possible de trouver des compromis afin de parvenir à un accord de paix. Les solutions endogènes mettent en avant la participation des acteurs locaux susceptibles de connaître les enjeux, les motivations et les mécanismes endogènes de résolution des conflits. Les démarches endogènes visent également à impliquer tous les acteurs du conflit à la résolution de celui-ci. Pour remédier aux crises de façon durable, il est judicieux d'impliquer les protagonistes à la recherche des solutions à leur propre problème. Les protagonistes ne s'identifient pas toujours aux solutions imposées de l'extérieur ; ils ont plutôt tendance à les rejeter. Toute résolution de conflit implique d'abord une connaissance de celui-ci ainsi que les mécanismes qui l'engendre. Les acteurs locaux sont généralement imprégnés des questions locales. Ils disposent d'un ensemble de connaissance des traditions, des valeurs culturelles, de la réalité du milieu, des causes des conflits de même que les mécanismes de résolution de ceux-ci. C'est la raison pour laquelle ils doivent être impliqués à la gestion et

à la résolution des conflits. Les leaders locaux (leaders d'opinion) ont un rôle à jouer dans la médiation et la gestion des conflits. Une bonne médiation nécessite de la part des médiateurs une connaissance des mobiles, de la structure, des acteurs et de la géographie du conflit. Les médiateurs doivent bénéficier de la confiance des parties en conflit afin de réussir leur mission. Les chefs traditionnels, les leaders religieux et les leaders d'opinion, jouissant d'une certaine légitimité auprès des populations locales pourraient jouer un rôle fondamental dans le processus de la médiation. Ils pourraient faire appel à un ensemble de valeurs et de pratiques sociales afin d'amener les protagonistes à la table de négociation. Dans les sociétés traditionnelles postcoloniales il existe plusieurs types de légitimité. La légitimité moderne côtoie généralement celle traditionnelle. C'est pour cette raison qu'il faut impliquer les leaders traditionnels locaux au processus de paix et de réconciliation. Il existe en fait plusieurs légitimités au sein des sociétés africaines. L'État moderne africain partage sa légitimité avec les pouvoirs traditionnels. Les chefs traditionnels africains jouissent d'une certaine légitimité auprès de leur population. Beaucoup d'africains s'identifient encore au pouvoir traditionnel africain. C'est à ce titre que ces chefs pourraient se servir de leur influence pour faciliter la résolution des crises.

Il existe des mécanismes traditionnels de gestion des conflits ou des crises. La pratique de la réconciliation est hétérogène car elle varie d'une localité à une autre. Elle est généralement initiée par un leader d'opinion qui est animé par une volonté de retrouver l'équilibre social. Il utilise son influence, son charisme, la confiance dont il bénéficie dans sa localité pour appeler les parties en conflit à la table de négociation. Dans le milieu traditionnel, la pratique de la réconciliation s'accompagne d'un cérémonial ou d'un ensemble de pratiques rituelles. On pourrait citer des exemples : En Afrique du Sud Desmond Tutu a conduit la commission de la réconciliation entre le régime de l'apartheid et le nouveau régime dirigé par Nelson Mandela. Le chef de Boussouma a initié avec les leaders ecclésiastiques une réconciliation entre les communautés peule et mossi après le drame Yirgou au Burkina en 2019. Les africains traditionnels sont soucieux de l'équilibre social. Selon leur représentation, il existe un monde visible et un monde invisible. Le monde invisible est souvent assimilé à celui des ancêtres ou des dieux. C'est pour cette raison que la pratique de la réconciliation s'accompagne d'un certain nombre de pratiques rituelles. Dans la pratique de la médiation, les africains n'hésitent pas à invoquer les ancêtres ou les forces de la nature pour apaiser les esprits des uns et des autres. Dans le milieu traditionnel africain, les peuples adhèrent généralement à certaines valeurs ancestrales auxquelles les médiateurs n'hésitent pas à invoquer au cours de la médiation. Ce sont : le pardon, la tolérance, la vérité, le caractère sacré de la vie, etc. Il existe également des mécanismes de prévention des conflits : entre autres on peut citer les mariages exogamiques qui contribuent à développer les liens transversaux. Ces liens permettent d'endiguer le repli identitaire. Dans ce même ordre d'idées on peut citer la pratique de la parenté à plaisanterie, les alliances et les accords que les tribus, les clans tissent entre eux. Comme le souligne bien J. Ricot :

C'est l'alliance qui est originaire et source du soi [...] L'alliance est ce qui constitue l'être même de l'homme : séparation et partage. Pour le dire autrement, la paix se donne dans une alliance sans confusion car chacun est respecté dans son unicité, ni appropriation parce que l'horizon du partage interdit qu'un bien fut-il une terre, soit exclusivement et définitivement acquis, ce qui du même coup, condamne tout repli identitaire.

J. Ricot (2002 : 9)

Un accord juste entre les belligérants peut favoriser le retour à la paix. Lors d'une crise sociale toutes les ressources à la fois spirituelle et matérielle sont mobilisées à sa résolution.

### ***2.6 Les conditions de la paix sociale au Burkina Faso***

Les actions politiques doivent concourir à la pacification sociale par la culture du respect des différences et la reconnaissance mutuelle. La promotion de la justice sociale passe par une gestion raisonnable des ressources naturelles gage de paix et cohésion sociale. Des auteurs comme John Rawls, Amartya Sen, pense cette paix politique à l'aune de la justice sociale. Le renforcement des capacités institutionnelles doit constituer un enjeu fondamental de la démocratie. Les Burkinabè doivent travailler ensemble à l'émergence d'une dynamique de valorisation ou de respect de la dignité humaine. Cette valorisation implique une mise en place des conditions propices à la justice sociale, à la promotion des valeurs spirituelles et culturelles. Les différents acteurs sociopolitiques doivent œuvrer à la réalisation d'une paix politique durable par la création d'un environnement favorable au dialogue et à la cohésion sociale. Bien souvent les conflits résultent de la mauvaise gestion des ressources naturelles, des inégalités sociales ou des injustices. Il est dès lors important d'œuvrer à l'avènement de sociétés beaucoup plus justes et équitables dans laquelle la dignité humaine est protégée. Les conflits résultent généralement de la gestion des ressources, du prosélytisme, et de la recherche du pouvoir politique. Dès lors la médiation doit créer les conditions favorables à une juste répartition des ressources et du pouvoir. Selon S. Lefranc :

La paix est donc conçue ici comme un processus de réconciliation entre groupes qui étaient auparavant en conflit [...] Or l'une des composantes fondamentales d'une politique volontariste de réconciliation est le pardon : recherché dans le cadre des relations interpersonnelles, il intervient aussi dans les méthodes structurelles (sous la forme par exemple des réparations) et institutionnelles. Il est la condition première du succès de la résolution du conflit

S. Lefranc (2002 : 2016-217)

### **Conclusion**

Le thème que nous avons abordé est celui de la fragilité de l'État burkinabè et la question du développement endogène. Nous avons traité ce sujet en nous servant de la

méthodologie de la philosophie sociale. Il s'agit d'une démarche à la fois normative et descriptive. De ce fait nous avons montré que la protection des personnes et des biens constitue une des missions essentielles des États. La sécurité des personnes et des biens est essentielle pour le développement des affaires et pour l'épanouissement des populations. La fragilité de l'État burkinabè réside dans la fragilité de ses institutions qui se traduit par une faible capacité de réponse aux besoins de ses populations. L'instabilité politique, les troubles civils ou conflits armés chroniques au Burkina Faso ne sont pas favorables à son développement. Face à cette situation et au regard des limites des anciens modèles de développement, certains penseurs proposent des approches alternatives. C'est dans ce sens que s'inscrit l'approche par les capacités et les approches endogènes de développement. L'approche par les capacités se veut une alternative à l'approche par le PIB. Le développement endogène se présente comme une approche intégrée de celui-ci qui prend en considération les différents aspects du développement. Les réponses endogènes sont constituées d'un ensemble d'initiatives hétérogènes dont la particularité réside dans leur origine locale. Pour retrouver l'équilibre et l'harmonie sociale il est convenable de s'inscrire dans une dynamique participative afin d'amener toutes les parties prenantes à la recherche de solutions acceptables par tous. Les burkinabè doivent travailler ensemble à l'émergence d'une dynamique de valorisation ou de respect de la dignité humaine.

### Références bibliographiques

- Honneth, A. (2010). *La lutte pour la reconnaissance*, Traduction de Pierre Rusch, Paris, éditions du Cerf
- Honneth, A. (2006). *Société du mépris, Vers une nouvelle théorie critique*. Traduction de Olivier Voirol, Pierre Rusch et Alexandre Dupeyrix, Paris, La découverte,
- Ki-Zerbo, J. (2003). *À quand l'Afrique*. Entretien avec René Holenstein, édi de l'Aube.
- Ki-Zerbo, J. (2008). *Regards sur la société africaine*, Panafrika.
- Lefranc, S. (2002). *Politiques du pardon*, Paris, P.U.F.
- Nussbaum Martha, C. (2012). *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?* éd. Climats.
- Rawls, J. (2008). *La justice comme équité. Une reformulation de Théorie de la justice*, Paris, La découverte.
- Sartre, J-P. (1943). *L'être et le néant. Essai d'ontologie phénoménologique*, Paris, Gallimard, collection tell.
- Ricot, J. (2002). *Leçon sur la paix*, Paris, P.U.F.
- Sen, A. (2000). *Repenser l'inégalité*, Paris, seuil.
- Weber, M. (1963). *Le savant et le politique*, Trad. De J. Freund révisée par E. Fleischmann et E. Dampierre, Paris, Union Générale d'éditions.